

## 5<sup>ème</sup> Réunion du Réseau des Fondations et Institutions de recherche pour une culture de la paix en Afrique



Des membres du REFICA ayant participé à la réunion.

Le samedi 21 septembre 2019 s'est tenue au Mémorial Agostinho Neto de Luanda, en Angola, la réunion des membres du Réseau des fondations et institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique (REFICA). Ont participé à cette réunion, les organisations suivantes : la Fondation Eduardo Dos Santos (Angola), la Fondation Antonio Agostinho Neto (Angola), la Commission nationale UNESCO d'Angola, la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (Côte d'Ivoire), la Chaire UNESCO pour la culture de la paix (Côte d'Ivoire), la Chaire UNESCO transdisciplinaire de développement humain et de culture de la paix (Italie), le Centre Panafricain pour le Genre, la Paix et le Développement, Femmes Africa Solidarité (Sénégal) et l'UNESCO.

Dans son allocution d'ouverture, le président en exercice du Réseau, M. Joao de Deus Pereira a souhaité la bienvenue à tous les participants. Après avoir fait adopter l'ordre du jour, M. Joao de Deus a ouvert les travaux de l'assemblée ordinaire du Réseau.

La parole est passée à M. Jean-Noël Loucou, Secrétaire permanent du Réseau pour la présentation du Rapport d'activités du Réseau pour l'année civile qui court de septembre 2017 à septembre 2018. Ce rapport comporte trois parties consacrées respectivement à la mise en œuvre des recommandations de la dernière assemblée générale, au fonctionnement et aux activités du Réseau. Sur le premier point, les diligences relatives à la procédure de reconnaissance juridique du Réseau, à la demande d'affiliation à l'UNESCO et à l'élaboration d'un budget ont été exécutées. Sur le second point relatif au fonctionnement, le Réseau a tenu les réunions annuelles de son assemblée générale. Il a reçu huit demandes nouvelles d'adhésion dont une a été confirmée. Le site web du Réseau a été entièrement rénové en 2017 et est géré par un webmaster. Enfin la troisième partie du rapport a fait état des activités scientifiques et culturelles. Le Réseau a ainsi organisé trois colloques scientifiques et participé, par le truchement du Président et du Secrétaire permanent, à trois rencontres scientifiques organisées par l'UNESCO à son siège de Paris.

Le rapport a été, après un bref débat, approuvé par l'ensemble des participants.

L'Assemblée s'est ensuite prononcée sur la modification des statuts et du règlement intérieur du Réseau. Les statuts ont été amendés pour inclure deux commissaires aux comptes et deux trésoriers. Les articles 2, 5, 17 et 18 ont fait l'objet de corrections de style. Un nouvel article (article 21) a été ajouté sur les projets montés dans le cadre du Réseau

qui reçoivent un financement. Il est ainsi libellé. « Article 21 : Ces projets verseront au Réseau un pourcentage compris entre 5 et 10 pour cent des montants. » Le règlement intérieur a été amendé pour tenir compte de ces modifications des statuts.

Sur le renouvellement des membres du Bureau Exécutif du Réseau, les participants ont approuvé la liste suivante qui comprend 20 membres :

**Présidence** : Fondation Eduardo Dos Santos (Angola)  
**Secrétariat permanent** : Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (Côte d'Ivoire).

**Secrétariat adjoint** : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales (CODESRIA), Sénégal.

**Membres du Bureau Exécutif**

**Afrique du Nord** : Centre Régional du Caire pour la Formation à la Résolution de Conflits et au Maintien de la Paix (Egypte).

**Afrique de l'Est** : Université pour la Paix-Programme Afrique (Ethiopie) ; Centre d'Etudes pour la Paix et le Développement (Soudan du Sud).

**Afrique de l'Ouest** : Chaire UNESCO pour la culture de la Paix (Côte d'Ivoire) ; Société pour les Etudes sur la Paix (Nigeria) ; Femmes Africa Solidarité (FAS), Sénégal.

**Afrique Centrale** : Centre International de Recherche et de Documentation sur les Traditions et les Langues Africaines (CERDOTOLA), Cameroun ; Fondation Agostinho Neto (Angola) ; Fondation Omar Bongo Ondimba pour la Paix, la Science et l'Environnement (Gabon) ; Chaire UNESCO pour la Culture de la Paix (République Démocratique du Congo).

**Afrique Australe** : Chaire UNESCO « Oliver Tambo » pour les Droits de l'Homme (Afrique du Sud) ; Observatoire des Politiques Culturelles en Afrique (OCPA), Mozambique.

**Diaspora** : Initiative Whitaker pour la Paix et le Développement (Etats-Unis).

**Institutions régionales** : Institut pour les Etudes de Sécurité (ISS), Ethiopie.

**Non-Régionaux** : Fondation Culture de Paix (Espagne) ; Centre d'Etude et de Prospective Stratégique (CEPS), France ; Chaire UNESCO Transdisciplinaire de Développement Humain et de Culture de la Paix (Italie).

Le siège du Réseau est fixé à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix.

Le quatrième point de l'ordre du jour était consacré à la présentation, par le professeur Paolo Orefice, du Laboratoire/Ecole des savoirs transdisciplinaires des cultures pour le développement durable et la paix qui fait partie du projet 2017/2021 de la Chaire UNESCO de l'université de Florence (Italie). Il s'inscrit dans les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

L'Assemblée a enfin élaboré et adopté un plan d'action qui définit les actions à mener à court et moyen terme par le Réseau.

Dans son allocution de clôture des travaux, le président du Réseau, M. Joao de Deus a remercié les participants pour leur présence et leur participation active à la vie du Réseau. Il a souhaité une mise en œuvre rapide du plan d'action et une plus grande visibilité des fondations et institutions de recherche et de leurs activités auprès des citoyens et des institutions nationales et internationales.

FONDATION FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY  
POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX



FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY  
FOUNDATION FOR PEACE RESEARCH

### INFO-PRATIQUE

### NOS CONTACTS

● Yamoussoukro - BP 1818  
Tél. : (+225) 30 64 31 04

Site internet : [www.fondation-fhb.org](http://www.fondation-fhb.org) - Email : [info@fondation-fhb.org](mailto:info@fondation-fhb.org)

● Abidjan - 01 BP 3941  
Tél. : (+225) 20 21 62 00



VISITE DE LA FONDATION TOUS LES JOURS : de 8 h à 18 h

Les éditions FHB - Tous droits réservés pour tous pays



## NEWSLETTER

### ÉDITORIAL

### Le dialogue interreligieux

La recherche de la paix est une quête sans fin. Et les chemins pour l'atteindre sont multiples. La paix par le dialogue entre les religions et les cultures est un de ces chemins. Le professeur Albert Tévoedjré qui vient de nous quitter, avait lancé son « Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel », lors d'un symposium international tenu à Cotonou du 26 au 28 mai 2015.

Face à la résurgence de l'extrémisme religieux en Afrique (Nigeria, pays du Sahel, Corne de l'Afrique) et dans le monde, il est urgent et nécessaire de prôner le dialogue interreligieux en vue de la promotion de la paix.

En matière de dialogue interreligieux, nous ne partons pas de zéro dans notre pays. En application de la résolution du Concile de Vatican II (1965) sur le dialogue interreligieux, l'Eglise catholique ivoirienne avait créé, en 1969, une commission nationale pour le dialogue interreligieux, et en 1970, un groupe islamo-chrétien. En 1994 était créé le Forum national des confessions religieuses regroupant quinze groupes religieux et culturels dont le christianisme, l'islam, le bouddhisme, le bahaïsme.

Le dialogue est donc une tradition ivoirienne qui a permis la consolidation des relations entre les religions, même si, depuis notre crise militaro-politique, les clivages religieux contribuent encore à la stratégie de tension de certains acteurs politiques.

Mais la situation actuelle, avec la menace djihadiste à nos portes, avec les incertitudes de la prochaine élection présidentielle de 2020, commande de réfléchir mûrement pour agir.

Comme le recommandait l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, à l'occasion de la Journée Internationale de la « Paix 2012 » :

« Nous ne pouvons laisser la voix des extrémistes dominer le débat et attiser les tensions. Nous avons besoin de voix appelant à la modération et à la solidarité, à la raison et au respect mutuel, en particulier celles des dirigeants politiques et religieux. Plus que jamais, la paix nécessite le dialogue à l'intérieur des sociétés, le développement des échanges entre cultures et l'amélioration de la communication avec autrui. »

Jean-Noël LOUCOU  
Secrétaire général

N° 15 • Juillet - Août - Septembre 2019

### SOMMAIRE

Le Sénat a voté ses premières lois .....	1
Symposium National des leaders religieux, rois et chefs traditionnels pour une culture de la paix et de La non-violence en Côte d'Ivoire .....	2
Des femmes du District de Yamoussoukro formées à la culture de la paix et à la cohésion sociale .....	3
5 <sup>ème</sup> Réunion du Réseau des Fondations et Institutions de recherche pour une culture de la paix en Afrique .....	4



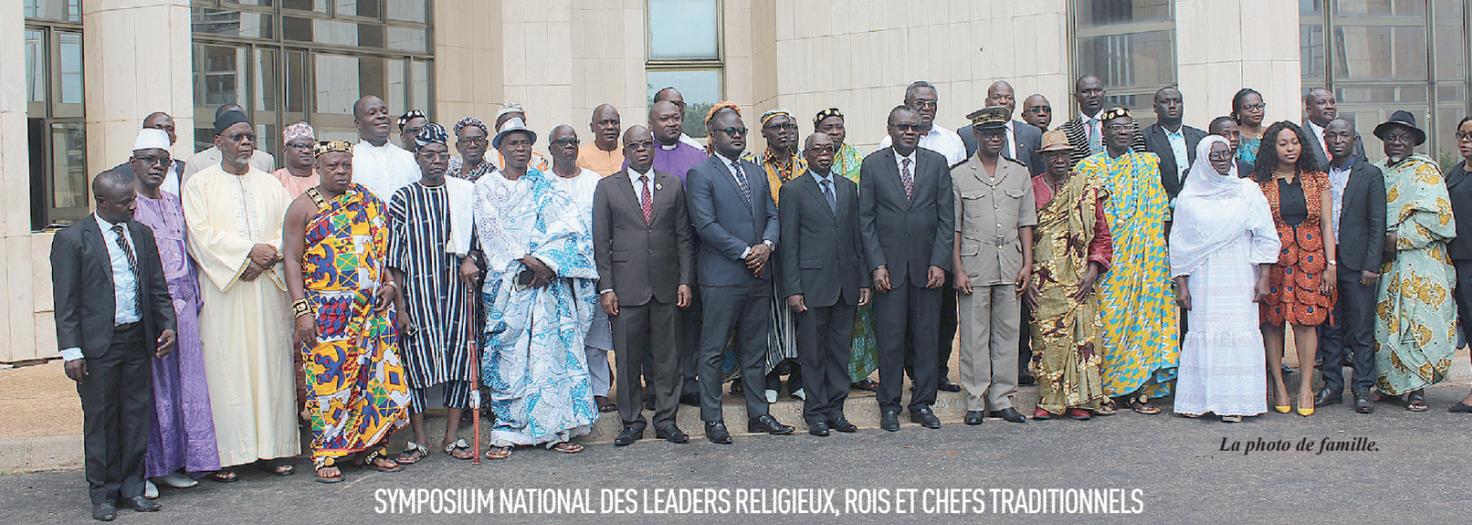
M. Jeannot AHOUSSOU KOUADIO, Président du Sénat

### LE SÉNAT A VOTÉ SES PREMIÈRES LOIS

La première séance plénière d'examen et d'adoption de projets de loi qui s'est tenue le vendredi 02 août 2019, à la Fondation Félix Houphouët Boigny de Yamoussoukro a été présidée par SEM Jeannot AHOUSSOU-KOUADIO, Président du Sénat. Ce sont au total trois (3) projets de loi qui après leur adoption en Commissions, ont été adoptés en Plénière :

- celui portant reconstitution de la Commission Électorale Indépendante (CEI),
- celui portant ratification de l'ordonnance N° 2017-500 du 02 août 2017 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et

entre les autorités administratives, - et celui portant ratification de l'ordonnance N°2018-641 du 1er août 2018 portant modification de l'article 5 de l'ordonnance N°2017-500 du 02 août 2017 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. Au terme de cette séance mémorable dans l'histoire de l'institution, le Président du Sénat dans une adresse a salué et encouragé l'ensemble des sénateurs pour le travail réalisé et les a invités à persévérer dans l'effort et la consolidation des acquis pour le renforcement du jeu démocratique en Côte d'Ivoire.



La photo de famille.

## SYMPOSIUM NATIONAL DES LEADERS RELIGIEUX, ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS Pour une culture de la PAIX et de la NON-VIOLENCE en Côte d'Ivoire



Une vue des participants.

**D**u 13 au 14 août 2019, s'est tenu à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, le **Symposium national des leaders religieux, rois et chefs traditionnels pour une culture de la paix et de la non-violence en Côte d'Ivoire** sur le thème : « *Contribution des leaders religieux, rois et chefs traditionnels dans le processus de paix en Côte d'Ivoire: Quelle synergie pour la promotion de la culture de la paix et de la non-violence?* ». Ce symposium fut organisé conjointement par la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix et le **Programme des Nations Unies pour le Développement Section Côte d'Ivoire (PNUD-CI)**.

Ont participé audit symposium, seize membres de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels (CNRCT), douze leaders religieux représentants des institutions religieuses (catholique, musulmane, évangélique), une représentante de l'Institut «Le Médiateur de la République», un représentant de l'Assemblée Nationale, une représentante du Conseil National des Droits de l'Homme et sept leaders d'opinion et des associations de jeunesse représentant la société civile.

Le Symposium était placé sous le haut patronage de **Mme Mariatou Koné**, Ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la lutte contre la Pauvreté. Il a réuni au total trente-cinq (35) participants et six experts-formateurs.

L'objectif de ce symposium était d'amener les participants à développer et à mettre en œuvre des mécanismes et des outils pour la promotion du dialogue et de la paix en Côte d'Ivoire, et à s'engager dans la décrispation de l'environnement sociopolitique en Côte d'Ivoire en vue de

garantir des élections pacifiques en 2020.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Le Secrétaire Général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, **Pr. Jean-Noël Loucou** a pris la parole pour situer le cadre de cette rencontre avant d'en présenter les objectifs tout en saluant la présence de tous les participants, gage de leur engagement pour la consolidation d'une paix durable en Côte d'Ivoire. Puis, dans un second temps, il a situé la responsabilité des Rois et Chefs traditionnels, des leaders religieux ainsi que celles des leaders d'opinion et de toutes les composantes de la société civile sur la nécessité et l'urgence de s'investir pleinement dans toutes les actions concrètes pour prévenir les violences dans tous les domaines, y compris les violences électorales afin de fonder durablement la culture de la paix à divers niveaux de la société ivoirienne. À sa suite, intervinrent successivement **M. Arsène Assandé**, qui parla au nom du représentant résident du PNUD en Côte d'Ivoire et **sa Majesté Nanan Lambert Gbizié**, deuxième vice-président de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels qui fut le porte-parole des participants. **Professeur Kouamé N'guessan**, représentant Mme le Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, a clos cette série d'allocutions en souhaitant que les travaux débouchent sur un programme de formation, de sensibilisation et de renforcement des capacités des chefs de canton, chefs de villages et des leaders d'opinion dans chaque région du pays.

Les communications scientifiques étaient regroupées autour de deux grands axes à savoir l'axe 1 :« **Gestion des conflits et réconciliation en Côte d'Ivoire** » et l'axe 2 intitulé « **Culture et consolidation de la paix** ».

La cérémonie de clôture a été consacrée à la lecture du plan d'action, à la lecture de déclaration du symposium et de la motion de remerciements. Ensuite, des diplômes de participation furent remis à l'ensemble des participants et aux experts par le Secrétaire Général de la Fondation, Pr. Jean-Noël Loucou et par **M. Peyogori Ouattara** du PNUD. Dans son allocution de clôture, Pr. Loucou a manifesté sa gratitude au PNUD pour son soutien financier et technique qui a permis d'organiser le symposium. Il a terminé en demandant aux différentes composantes du symposium de mettre en exergue toutes les connaissances acquises pendant cette formation en vue de préserver la cohésion sociale et la consolidation de la paix. Pour terminer, il les a invités à être des artisans de paix dans leurs entourages immédiats et dans leurs différentes localités



La photo de famille.

## Des femmes du district de Yamoussoukro formées à la culture de la paix et à la cohésion sociale

**D**u 15 au 16 août 2019, s'est tenu, à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, l'atelier de formation en direction du réseau des associations des femmes du District de Yamoussoukro sur la culture de la paix et la cohésion sociale. Organisé par Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (Fondation FHB), en collaboration avec le **Programme des Nations Unies pour le Développement Section Côte d'Ivoire (PNUD-CI)**, ce séminaire visait le renforcement des capacités de soixante (60) leaders des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations féminines du District Autonome de Yamoussoukro, en vue de faciliter leur contribution effective à la promotion de la paix. Il s'agissait de les impliquer activement dans la construction de la paix et la cohésion sociale en les dotant d'outils adéquats, de moyens techniques, stratégiques et pédagogiques; et d'avoir un repère méthodologique pour promouvoir la paix et la cohésion sociale dans leurs zones d'activités en vue de leur permettre de contribuer efficacement à la promotion de la culture de la paix auprès des populations de la Région du Bélier. Ces leaders seraient ainsi des relais auprès de diverses populations notamment dans les foyers, les marchés, auprès des communautés ethniques et religieuses, et auprès des jeunes du District de Yamoussoukro. Lors de son allocution d'ouverture, **Pr. Jean-Noël Loucou**, Secrétaire Général de la Fondation FHB, a particulièrement remercié le PNUD-CI, pour sa fructueuse coopération avec l'institution qu'il dirige en vue de parvenir efficacement à la promotion de la paix et de la cohésion sociale. La formation fut subdivisée en



Une vue des participants.

six (6) exposés qui avaient pour thèmes: l'éducation aux valeurs de la culture de la paix, à la réconciliation et au pardon, la contribution des leaders communautaires pour des élections apaisées, les techniques de la gestion pacifique des conflits communautaires et le renforcement de la cohésion sociale, les techniques de la communication non-violente, le civisme et l'engagement, la prévention des violences basées sur le genre. Quant aux ateliers, ils étaient au nombre cinq (5) et ont porté sur les thèmes suivants: les techniques de la gestion pacifique des conflits communautaires et le renforcement de la cohésion sociale, les techniques de la communication non-violente, l'éducation aux droits de l'homme, le genre et la gouvernance, l'élaboration du plan d'action. Les modules et les ateliers furent animés par six experts à savoir: **M. Kla Konan**, sous-Directeur du renforcement de la cohésion sociale du Médiateur de la République, **Mme Béhibro Édith**, présidente de l'ONG Service Droit de l'Enfant et de

la famille de l'Afrique (SDEF -Afrique), **M. Ouattara Peyogori**, expert national du PNUD-CI et **Messieurs Ya Kouakou Jérôme, Koffi Yao Ernest et Tié Bi Zahouli Lucien**, chercheurs-formateurs au Département de la recherche de la paix de la Fondation FHB.

Cet atelier de formation s'est achevé par la lecture du rapport général et des recommandations, la remise des diplômes, la motion de remerciement et le discours de clôture du Pr. Loucou. Ce dernier a tenu à remercier l'ensemble des participantes tout en réitérant ses mots de gratitude au PNUD-CI et aux experts formateurs. Il a par ailleurs, souligné que les femmes occupent une place importante, car, a-t-il affirmé :« Les femmes constituent les derniers recours quand on a tout essayé ». Il a clos son propos en invitant les séminaristes à divulguer la formation reçue auprès de leurs communautés, familles et associations respectives, à mettre en œuvre les résolutions et recommandations de cet atelier.